

Plus d'un salarié sur trois dans la sphère publique en Martinique

L'économie de la Martinique repose davantage sur des activités qui répondent aux besoins locaux de la population (économie résidentielle) et sur la fonction publique que sur la production de biens ou services destinés aux marchés extérieurs (économie productive). Plus créatrice d'emplois que la sphère publique, l'économie résidentielle génère cependant moins de rémunérations.

Localement, les territoires présentent des orientations économiques diverses. La fonction productive est essentiellement concentrée dans l'agglomération de Fort-de-France, tandis que le sud de l'île est fortement influencé par les activités touristiques. Dans le Nord, c'est la fonction publique, notamment territoriale, qui structure l'emploi.

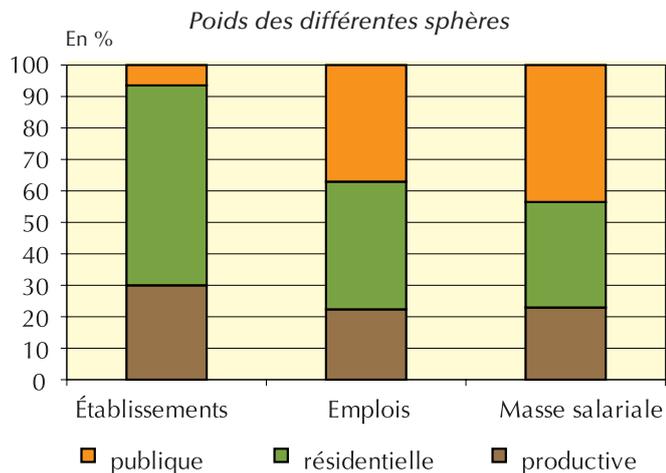
En 2004, 109 000 salariés ont perçu une masse salariale brute de 2,7 milliards d'euros versée par 9 300 établissements. Avec 0,5% de la masse salariale globale de la France, la région se situe parmi les dernières régions, devant la Guadeloupe, la Corse et la Guyane. La sphère résidentielle rassemble les deux tiers des entreprises de la région et près de 44 000 emplois salariés (40 % de l'emploi).

L'économie résidentielle mobilise deux salariés sur cinq

En termes de rémunération, elle représente un tiers de la masse salariale, soit 900 millions d'euros (34 % au niveau national). Dans le classement des régions françaises, tant en part d'emplois qu'en rémunération, la Martinique occupe une place médiane.

L'écart de 7 points observé entre effectif et masse salariale existe aussi au niveau national.

Premier gisement d'emploi : l'économie résidentielle



source: Insee, Clap 2004

Sphère publique : une part de la masse salariale plus importante que celle de l'emploi

La sphère publique englobe les emplois de la fonction publique d'État, territoriale et hospitalière.

Comme dans les autres régions dominiennes, elle a un poids important dans l'activité économique martiniquaise. Elle occupe 37% des salariés, en France métropolitaine, elle n'en mobilise qu'un sur cinq environ. En termes de rémunération, c'est la sphère publique qui contribue le plus à l'activité économique. Sa contribution est deux fois plus importante que dans l'ensemble de la France (44% contre 21%). Elle s'explique uniquement par la sur-rémunération des fonctionnaires dont le salaire moyen est supérieur de 22% à la moyenne nationale.

La sphère productive emploie 25 000 salariés, soit 20 % des effectifs, c'est deux fois moins que la moyenne nationale. Cette moindre importance de la sphère productive est une spécificité domienne à laquelle n'échappe pas la Martinique. Elle est imputable à une sous-représentation de l'industrie qui peut s'expliquer par la géographie de l'île, l'insularité et l'exiguïté de ses marchés. De ce point de vue, la région se distingue fortement de nombre de régions métropolitaines.

Répartition de l'activité en trois sphères

La sphère publique regroupe les fonctions publiques d'État, territoriales et hospitalières.

La sphère productive regroupe essentiellement l'industrie, l'énergie, les services aux entreprises, le transport de marchandises et le commerce de gros. Ces activités sont orientées vers des marchés généralement plus larges que l'espace régional et ce sont les entreprises qui déterminent la localisation des emplois.

On définit une sphère résidentielle pour laquelle l'emploi suit la population et la fréquentation touristique. Cette sphère contient principalement les services aux particuliers, la construction, la santé, l'action sociale, le commerce de détail, les activités financières et le transport des voyageurs.



La sphère publique verse 44 % des rémunérations

Établissements, effectifs et rémunérations selon la sphère d'activité et la zone d'emploi à la Martinique

unités : nombre, million

	Centre- Agglomération	Centre- Atlantique	Nord- Atlantique	Nord- Caraïbe	Sud	Sud- Caraïbe	Total
Activités productives							
Nombre établissements	1 849	228	42	78	205	399	2 801
Effectifs salariés	19 015	1 664	177	616	936	2 359	24 767
Rémunérations	498	36	3	15	18	53	622
Économie résidentielle							
Nombre établissements	3 275	677	206	280	602	868	5 908
Effectifs salariés	28 907	3 508	741	1 448	3 274	6 035	43 913
Rémunérations	646	61	12	23	54	101	896
Fonction publique							
Nombre établissements	264	82	41	53	72	79	591
Effectifs salariés	26 778	4 100	1 483	1 692	3 291	3 370	40 714
Rémunérations	800	120	36	42	90	95	1 183
Total							
Nombre établissements	5 388	987	289	411	879	1 346	9 300
Effectifs salariés	74 700	9 272	2 401	3 756	7 501	11 764	109 394
Rémunérations	1 944	217	51	80	162	249	2 702

source: Insee, Clap 2004

Les trois-quarts de l'emploi de la sphère productive se situe dans l'agglomération de Fort-de-France

L'analyse infrarégionale montre que l'orientation économique des zones d'emploi est assez diverse. La zone d'emploi du Centre-Agglomération concentre plus des 2/3 de l'emploi martiniquais. Fort-de-France concentre à elle seule 57% de l'emploi salarié de la zone d'emploi, Le Lamentin 20%, Schœlcher 13% et Saint-Joseph moins de 10%.

La sphère productive, peu développée dans la région, est aussi très concentrée dans le Centre-Agglomération. Les activités ont une forte spécialisation communale¹. La commune du Lamentin concentre à elle seule la moitié de ces emplois (9 300). Elle abrite de grands établissements comme la SARA, la compagnie aérienne Air France, la Compagnie des Eaux, et des sociétés de sécurité (Antilles Protection), de nettoyage (Madianet), d'enlèvement d'ordures (Seen, Figueres) ou encore de télécommunications. Le port de la Pointe des Grives à Fort-de-France a favorisé le développement des activités portuaires, avec l'armateur CMA -CGM, et de l'industrie du poisson. Les sociétés de nettoyage et d'enlèvement d'ordures sont aussi présentes à Fort-de-France. L'édition, avec Média Antilles, et la sélection de personnel font aussi partie des activités remarquables. En revan-

che, la sphère productive est sous représentée dans les communes de moindre densité de population que sont Saint-Joseph et Schœlcher.

Ailleurs, la sphère productive mobilise assez peu de main d'œuvre, c'est particulièrement vrai dans le Sud et dans le Nord-Atlantique où elle est très peu représentée. La part des emplois et des rémunérations ne dépasse pas 7 % dans le Nord-Atlantique et 12% dans le Sud. Le Nord-Atlantique est spécialisé dans la sélection et la mise à disposition de personnel. Le Sud se distingue par la location de biens personnels et domestiques. Dans le Sud-Caraïbe, un emploi sur cinq relève de la sphère productive avec une spécialisation dans la fabrication de briques (Poterie des Trois Ilets), d'appareils de téléphonie (ARE Antilles) et la récupération de matières non métalliques recyclables.

Dans le Nord-Caraïbe et le Centre-Atlantique, la sphère productive représente 1/6ème des emplois et des rémunérations. L'extraction de sables, la production et distribution d'électricité et l'industrie des viandes (avec l'abattoir Bo Kail de Saint-Pierre) sont les activités spécifiques du Nord-Caraïbe. La transformation de l'acier (Biométal), l'industrie laitière (Yaourts Littée) et la fabrication de sucre sont très présentes en Centre-Atlantique.

(1) dans la représentation cartographique, les communes de la zone du Centre-Agglomération sont repérées.



La sphère publique : de loin, le plus gros employeur en Nord-Atlantique

La fonction publique est un important pourvoyeur d'emplois en Martinique. Elle est particulièrement présente dans le Nord-Atlantique puisqu'elle y concentre 62% de l'emploi et 71% de la masse salariale.

C'est le plus gros employeur du Nord-Atlantique avec 1 500 emplois dans sa communauté de communes, ses écoles, ses mairies et dans l'hôpital du Lorrain Basse-Pointe. La fonction publique territoriale est la mieux implantée (2/3 des emplois publics).

Le poids de la sphère publique dépasse aussi la moyenne régionale dans le Centre-Atlantique, le Nord-Caraïbe et le Sud. Il représente 45% de l'emploi. Le dynamisme du tourisme en Sud-Caraïbe atténue l'impact de la sphère publique dans l'économie. Elle n'y dépasse pas 29% des emplois, concentrés majoritairement dans l'enseignement.

En Centre-Agglomération, c'est à Schœlcher et surtout à Saint-Joseph que la part de la sphère publique est importante : elle dépasse les 50%. A Saint-Joseph, le foyer départemental de l'enfance, et les écoles alimentent l'emploi public. À Schœlcher, ce sont le Rectorat, la Direction Départementale de l'Équipement, l'UFR de lettres sciences et la mairie. Fort-de-France abrite près de 20 000 fonctionnaires dans de grosses structures comme le CHU, l'Agence d'Insertion, les Conseils régional et général, la Préfecture...

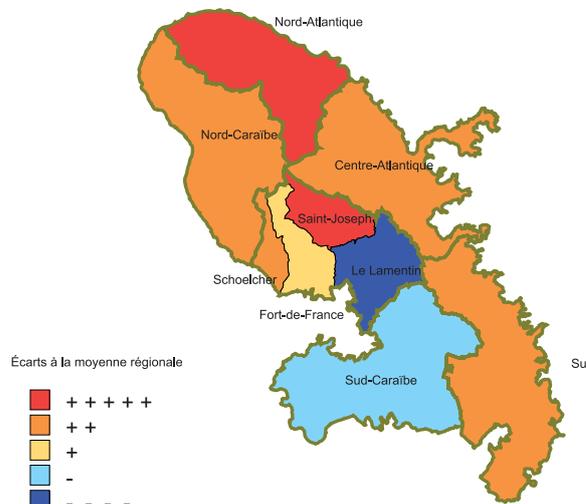
Avec 44% des emplois publics, contre 36% en France métropolitaine, la fonction publique territoriale est sur représentée en Martinique, au détriment de la fonction publique d'État (37%, soit 5 points de moins qu'en France métropolitaine). Mais celle-ci verse la moitié de la masse salariale en raison de la majoration des rémunérations des fonctionnaires d'État. Le poids des activités hospitalières de la Martinique est au même niveau que celui de l'hexagone (20%). Il est supérieur à ceux observés dans les autres DOM.

En Nord-Caraïbe et Nord-Atlantique, le poids de la fonction publique d'État ne dépasse pas 30% de l'emploi, au profit de la fonction publique territoriale. Au contraire, il atteint 43% dans le Sud et 48% dans le Sud-Caraïbe, au détriment de la sphère hospitalière.

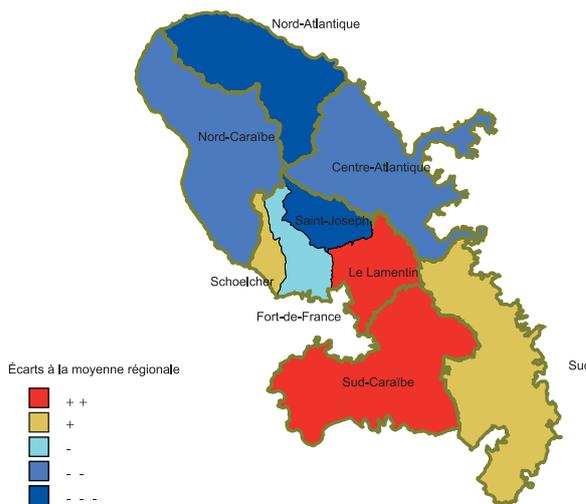
Premier employeur public, la fonction publique territoriale fournit 44% des emplois publics mais ne verse que 28% des rémunérations. On y trouve beaucoup d'employés et peu de cadres. Cette tendance est plus marquée qu'en Guadeloupe. Les rémunérations sont, en moyenne, nettement plus faibles que dans les autres fonctions publiques. Le poids de la fonction publique territoriale est plus élevé dans les zones d'emploi de moindre densité que sont le Nord-Caraïbe, le Sud et

Répartition des rémunérations selon la sphère en Martinique en 2004

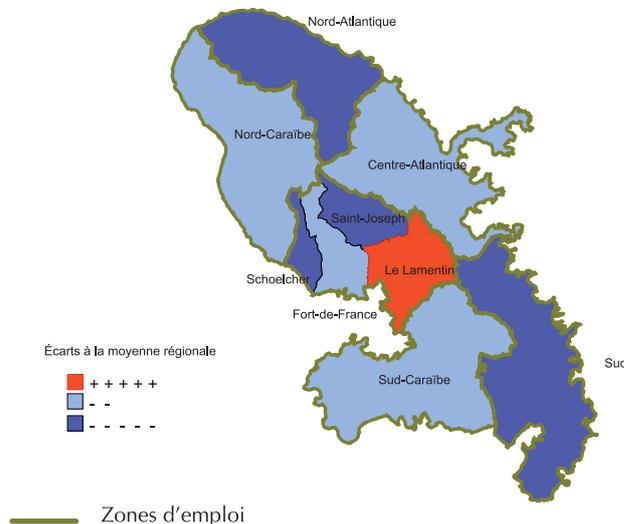
Fonction publique



Économie résidentielle



Appareil productif



source: Insee, Clap 2004
© IGN - Insee 2008



La fonction publique hospitalière est centralisée

Part de la sphère publique selon le statut dans les zones d'emploi de la Martinique

unité : %

	Centre- Agglomération	Centre- Atlantique	Nord- Atlantique	Nord- Caraïbe	Sud	Sud- Caraïbe	Total
Fonction publique d'État	22,9	4,0	1,1	1,2	3,4	3,9	36,5
Fonction publique territoriale	27,9	4,0	2,3	2,0	4,0	3,5	43,7
Fonction publique hospitalière	15,0	2,0	0,3	0,9	0,6	0,9	19,7
Total	65,8	10,0	3,6	4,2	8,1	8,3	100,0

source: Insee, Clap 2004

le Nord-Atlantique. Dans ces zones, il oscille entre 49 et 63%, contre 41% dans le Centre-Agglomération, le Sud-Caraïbe et le Centre-Atlantique. Le Nord-Atlantique et le Sud n'abritent aucune grosse structure hospitalière ; en y ajoutant la moindre présence de la fonction publique d'État, cela entraîne mécaniquement une accentuation du poids des mairies.

La part des emplois publics hospitaliers atteint 23% dans le Centre-Agglomération, et 22% dans le Nord-Caraïbe zones où sont situées les grosses structures hospitalières.

Une économie résidentielle prépondérante dans le Sud-Caraïbe

L'économie résidentielle devance nettement les autres sphères dans le Sud-Caraïbe. Elle concentre plus de la moitié des emplois de la zone, soit une proportion supérieure de 28 points à la moyenne régionale. Dans cette zone, l'hôtellerie et la restauration emploient 1 700 salariés. Elle est aussi spécialisée dans la construction de bâtiments, la préparation de sites ou les travaux d'installation.

L'économie résidentielle est également surreprésentée dans le Sud (de 8,7 points). L'hébergement touristique domine avec le Club Méditerranée de Sainte-Anne et l'hôtel du Lagon au François.

Les autres zones d'emploi comptent en proportion moins d'emploi qu'en moyenne régionale.

Dans le Centre-Agglomération, seule la commune du Lamentin est marquée par l'économie résidentielle. La commune abrite les sièges de la Sécurité Sociale, de la Caisse d'Allocations Familiales, de banques et de concessionnaires automobiles mais aussi des hypermarchés comme Carrefour, Hyper U. À Schœlcher, la présence de la Clinique Sainte-Marie et d'hypermarchés comme Cora et Géant contribuent à l'importance de l'économie résidentielle. De nombreux commerces de détail et des surfaces de commerce automobile sont des spécificités de Fort-de-France et de Saint-Joseph. Les organisations économiques, comme la Chambre de Commerce et d'Industrie, sont implantées à Fort-de-France.

L'économie résidentielle est légèrement sous-représentée dans le Nord-Caraïbe et le Centre-Atlantique. Si le Nord-Caraïbe est plus spécialisé dans l'action sociale et la construction, le Centre-Atlantique l'est dans la formation pour adultes et la santé. Le poids de l'économie résidentielle est le plus faible dans le Nord-Atlantique, à peine 30 % des emplois. Ce sont le bâtiment et le traitement du courrier qui sont les mieux représentés.

Ali BENHADDOUCHE
Stéphanie DURIEUX

Pour en savoir plus

« Plus du tiers des emplois salariés dans la sphère publique » AntianeÉco n°68, août 2007, Insee - Dirag.

« La répartition spatiale de l'emploi et des salaires en 2004 », Insee Première n° 1100, septembre 2006, Insee.

CLAP : un nouvel outil pour la connaissance locale des emplois et des rémunérations.

Le dispositif « Connaissance locale de l'appareil productif » (CLAP) permet de suivre désormais chaque année l'emploi et les salaires au niveau local. Il s'appuie sur plusieurs sources administratives dont il fait la synthèse, issues du répertoire Sirène, des URSSAF et des déclarations annuelles de données sociales (DADS). Le champ de cette étude couvre l'ensemble de l'emploi salarié, hormis les emplois domestiques, l'agriculture et la défense. Les non salariés, comme les artisans et les professions libérales ne sont donc pas pris en compte.

Pour tout renseignement statistique



www.insee.fr/guadeloupe
www.insee.fr/guyane
www.insee.fr/martinique

Insee-contact@insee.fr
0 825 889 452 (0,15€/mn)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : René JEAN
RÉDACTRICE EN CHEF : Élisabeth LAURET
FABRICATION : Annick COULLAUD

© INSEE Antilles-Guyane - 2008